

A R R E T E No. 57

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANCAISE au TOGO

Officier de la Légion d'Honneur;

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu la remise effectuée le 1er Octobre 1920 par les Autorités Britanniques aux Autorités Françaises des territoires de LOME et MISAHOE.

A R R E T E :

Article 1er — L'encaisse maximum des bureaux de Postes du TOGO est fixé comme suit:

Bureau de LOME	4000 frs
Bureau de PALIME	1000 frs
Bureau d'ANECHO	1000 frs
Bureau d'ATAKPAME	1000 frs
Bureau de SOKODE	500 frs
Bureau de SANSANNE-MANGO	500 frs

Article 2. — L'excédent d'encaisse du bureau de LOME sera versé à la BRITISH BANK of WEST AFRICA au compte du Commandant de Cercle d'ANECHO en attendant l'installation du payeur de LOME.

Les récépissés des versements effectués à cet établissement seront adressés chaque fin de mois au Commandant de Cercle d'ANECHO.

Les demandes de fonds de subvention seront adressées télégraphiquement par le Chef de Service au Commandant de Cercle d'ANECHO.

Article 3. — L'excédent de l'encaisse pour les autres Cercles sera versé à la caisse des agents spéciaux qui auront également à subvenir aux demandes de fonds de subvention.

Article 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de ce jour

Article 5. — M. M. le Chef des Services administratifs et financiers, les Commandants de Cercle et le Chef du Service des P. T. T. sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué, publié partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du TOGO.

LOME, le 28 Octobre 1920

WOELFFEL

A R R E T E No. 58

fixant le taux de la ration journalière à accorder aux détenus.

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANCAISE au TOGO.

Officier de la Légion d'honneur,

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu la remise effectuée le 1er Octobre 1920 des territoires des Cercles de LOME et de KLOUTO par les Autorités Britanniques aux Autorités Françaises;

Sur la proposition du Chef des Services administratifs et financiers.

A R R E T E :

Article 1er. — Le taux de la ration journalière à accorder aux prisonniers dans les Cercles est fixé comme suit;

Pour le Cercle de LOME	à 0.45
Pour le Cercle d'ANECHO et KLOUTO	à 0.52
Pour le Cercle d'ATAKPAME	à 0.20

Article 2. — En ce qui concerne les Cercles de SOKODE et SANSANNE-MANGO les prisonniers seront nourris par les soins des Commandants de Cercle intéressés qui utiliseront à cet effet les produits récoltés sur place.

La valeur de ces produits sera portée en recettes par l'Agent spécial, et la dépense correspondante qui représentera le montant de la nourriture des prisonniers figurera mensuellement dans la Comptabilité de l'Agence

Article 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1er Novembre 1920.

Article 4. — M. M. le Chef des Services administratifs et financiers et les Commandants de Cercle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, et inséré au Journal Officiel du TOGO.

LOME, le 23 Octobre 1920

WOELFFEL

A R R E T E No. 60

Fixant les franchises postales et télégraphiques

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANCAISE au TOGO

Officier de la Légion d'honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 21 Aout 1917 déterminant les pouvoirs du Commissaire de la République au TOGO.

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Sur la proposition du Chef des services financiers et administratifs;

Vu les nécessités du Service;

A R R E T E :

Article 1er. — Les franchises postales et télégraphiques sont délimitées par le tableau annexe au présent arrêté. (Voir tableau, pages 10, 11, 12)

Article 2. — Le droit à la franchise télégraphique implique pour la correspondance des personnes qui en bénéficient, d'une part l'exonération de la taxe et d'autre part, la priorité de transmission et de remise.

Article 3. — La franchise directe appartient aux seuls fonctionnaires et agents énumérés dans le tableau susvisé et dans les limites indiquées.

Article 4. — Tout fonctionnaire ne peut user de son droit que, dans le ressort où il exerce ses fonctions. Toutefois, il peut déposer ses télégrammes dans une localité voisine de son ressort, lorsqu'il n'existe pas de bureau télégraphique sur les lieux mêmes où il se trouve.